ORAN

Répression, matraquage, arrestations abusives, mais le rassemblement a eu lieu !

Hier, très tôt dans la matinée, la place d'Armes était déjà «assiégée», tant la présence policière y était partout en très grand nombre.

C'est aux environs de 10h45 que des groupuscules dispersés — suivant une tactique des organisateurs afin de ne pas être tous appréhendés en même temps —, arrivaient au niveau de la place du 1er -Novembre, sous l'œil vigilant des policiers en tenue et en civil. Un autre groupe, plus nombreux cette fois-ci, formé de membres de la CNCD Oran qui brandissaient des banderoles «Rendez-nous notre pays», «Barakat el hogra», «Barakat errachoua»… et criaient tous en chœur «Jazaïr horra démocratia». Les policiers ont assez vite encerclé les manifestants et tenté de leur arracher banderoles et autres affiches.

Il aura fallu du renfort pour arriver à extraire quelques affiches. Les manifestants, eux, tout en criant que leur acte était pacifique, s'agrippaient à leurs slogans qu'ils ont confectionnés en pancartes et banderoles, les faisant passer parfois à d'autres afin qu'ils ne soient pas saisis et ceux-là en ont fait de même lorsqu'ils voyaient les policiers leur courir après pour les leur arracher des mains.

Le nombre de manifestants pacifiques grandissant, les services de sécurité après avoir tenté de dissuader les nombreuses personnes qui occupaient la place d'Armes, ont fini par «céder» en laissant les manifestants s'exprimer mais tout en les entourant d'un cordon sécuritaire, ce qui leur a permis de crier leur ras-le-bol face à une telle répression et d'exiger une vraie démocratie, une justice pour tous et le droit à la parole...

Photo : Samir Sid

Marche du 1er-Mai à Alger.

Parmi les manifestants pacifiques, des jeunes artistes ayant choisi de s'exprimer par le mime et d'autres par des peintures sur le visage, d'autres encore en tenues de spectacle donnaient autant de symbolique à ce rassemblement qui, au final, regroupait toutes les catégories de la classe sociale.

Dans la mêlée, un jeune chômeur s'est joint au rassemblement et a lancé un cri «J'ai 30 ans et je suis au chômage ! Barakat el hogra. Donnez-nous du travail». A peine a-t-il fini ces mots que deux policiers l'agrippèrent et l'arrêtèrent sans aucun motif à part celui de s'être exprimé. S'en suivit une autre arrestation des plus musclées, lorsqu'une dizaine de policiers se sont acharnés contre un jeune membre de la CNCD, qui manifestait pacifiquement.

Là a commencé la deuxième phase avec un déploiement des services de sécurité qui ont procédé à des arrestations presque au hasard, tabassant tous ceux qui refusaient de quitter les lieux et qui ont choisi de s'asseoir par terre.

Tout en se faisant taper dessus, les personnes rassemblées criaient en chœur : «Nous sommes dans un pays libre. Au lieu de nous protéger, vous nous frappez».

La situation a dégénéré lorsque des policiers se sont mis à frapper dans le tas, n'épargnant personne, même pas les journalistes, et ce, malgré l'exhibition de la carte professionnelle. Celle-ci n'avait aucune valeur à leurs yeux puisqu'il leur a été signifié : «Et alors, journaliste, ferme-la et dégage…» avant de recevoir plusieurs coups.

Un autre journaliste d'*El Khabar* a été arrêté juste à côté de ses confrères et roué de coups par plusieurs policiers qui l'ont par la suite embarqué.

Au milieu de ce chaos qui aurait été évité n'était le recours à la répression, plusieurs personnes ont été arrêtées dont deux mineurs. Environ une quarantaine d'arrestations ont eu lieu et ont été traitées dans quatre commissariats.

Toutefois, fait marquant et des plus graves, quelques personnes arrêtées ont tout simplement été enfermées dans l'enceinte même de la mairie d'Oran, transformée pour la circonstance en commissariat. Ce n'est qu'après contestation de leurs proches exigeant que s'il y a arrestation, qu'elle s'effectue au niveau d'un vrai commissariat, que les quatre personnes arrêtées ont été transférées après plus d'une demi-heure au niveau d'un commissariat.

Une heure après, l'un d'eux, un mineur, a été relâché après que son père se soit présenté. Les membres de la CNCD Oran se sont répartis en groupes et observé des sit-in devant les différents commissariats, revendiquant la libération de leurs camarades.

En début d'après-midi, la majorité des personnes arrêtées a été relâchée après avoir remis leurs coordonnées.

Pour les membres de la CNCD Oran, ce rassemblement n'est qu'un début et cette répression ne pourra plus jamais dissuader ceux qui veulent s'exprimer et user de ce droit.

Amel B.

Tizi-Ouzou «branchée» sur Alger

A Tizi-Ouzou, on n'a pas marché, mais comme le résume cet étudiant de la faculté de droit de Boukhalfa, les esprits étaient à Alger. Lui, par exemple, il n'a pu rallier la capitale où il a souhaité se rendre la veille au soir. Il en a été dissuadé en raison du dispositif très spécial mis en place pour renvoyer tous ceux qui ne sont pas Algérois.

Un frustré comme il y en a beaucoup, dont certains qui n'ont pas battu le pavé depuis une dizaine d'années, tant ils gardent encore intactes les séquelles du traumatisme vécu un certain 14 juin de l'année 2001, lorsque, en plus de la féroce répression, la machine propagandiste du pouvoir faisait passer pour des «non-Algériens» les populations de Kabylie descendues sur Alger crier leur soif de justice après les massacres du Printemps noir.

Hier, à Tizi-Ouzou, l'atmosphère était lourde, et ce n'était certainement pas la présence remarquable et remarquée de la police, avec ces renforts stationnés dans la cour de ce qui servait de brigade à la gendarmerie jusqu'aux événements de triste mémoire du Printemps d'il y a dix ans, qui pouvait détourner l'attention branchée continuellement sur la capitale.

A l'affût de la moindre information en provenance de la place du 1er-Mai d'Alger, les Tizi-Ouzéens essayaient autant que faire se peut d'avoir des détails de la «confrontation» entre les manifestants et les policiers à Alger. «Ils ont pu marcher ?» se demandait-on avant de présumer : «Il y a eu sans doute beaucoup d'arrestations». En somme, Tizi-Ouzou a vécu, hier, une de ces journées tendues dont elle a l'habitude malgré elle. Une journée marquée par une autre sortie de citoyens d'un quartier populaire du centre-ville, la grande cité du 5-Juillet, où les jeunes se sont rebellés en dressant une barricade de fortune afin de d'attirer l'attention des autorités locales et les obliger à venir jeter un œil sur le délabrement dans lequel se trouve le quartier. C'est un fait, à Tizi-Ouzou, depuis quelque temps, ils sont convaincus que pour bénéficier de travaux, il faut faire du bruit. C'était le cas, jeudi, dans le quartier de Talla-Allam où l'on n'a pas encore fini d'attendre, depuis des années, que l'on procède au bitumage de la chaussée de ce lotissement pourtant devant constituer un modèle.

Les raisons de la colère, en somme, sont multiples, et le plus étonnant dans l'histoire, c'est que cela étonne encore l'administration de voir des citoyens pas du genre à mettre le feu sortir à tout bout de champ, depuis plus de deux années maintenant, pour exprimer leur ras-le-bol.

M. Azedine

Dispositif de guerre et climat de peur à l'est d'Alger

Durant la journée d'hier, la peur a été appelée à la rescousse pour faire barrage à la marrée humaine qui pourrait converger vers Alger.

Ce samedi n'était pas une journée comme les autres. Le pouvoir a dû déployer autour d'Alger un véritable arsenal de guerre pour empêcher les manifestants de rejoindre la capitale.

Les autorités ont interdit aux travailleurs et aux fonctionnaires de rejoindre leurs postes de travail dans la capitale et aux étudiants de suivre leur cours ou d'effectuer leurs examens à l'université d'Alger. Du jamais vu. Un climat de peur était palpable, hier, à l'est de la capitale. Il suffisait de circuler le long de la RN5, entre Alger et Boumerdès (45 km) pour s'en apercevoir.

Habituellement très dense, la circulation automobile était étrangement réduite. Les seuls bus qui circulaient dans le sens est-ouest étaient presque vides. Au niveau des barrages de police ou de gendarmerie, une seule voie a été réservée pour le passage des véhicules. Au niveau de la RN 12, reliant Boumerdès et Tizi-Ouzou, la chaussée a été obstruée par des véhicules de la Protection civile, faisant croire à un accident de la circulation. A Souk El Had, les automobilistes étaient carrément priés de faire demi-tour.

A la gare routière de Boumerdès, il n'y avait pas de bus à destination d'Alger. Par contre, on pouvait voyager vers Tizi-Ouzou, Lakhdaria et Bouira. Le lourd portail de la gare ferroviaire de l'ex-Rocher noir interdisait au public l'accès aux guichets. Seuls des policiers étaient visibles dans le hall de cette gare. On ne pouvait même pas obtenir un renseignement ; les agents de la SNTF étaient invisibles. Même dans les moments les plus pénibles qu'a vécus la wilaya de Boumerdès, limitrophe de celle d'Alger, notamment le terrible tremblement de terre de 2003, les réseaux de transport ferroviaire et routier n'ont jamais été interrompus. C'est en cas de danger immédiat, en temps de guerre par exemple, que le transport est suspendu. C'est à croire que le pouvoir craint fort les répliques de la marche programmée par la CNCD. Dans les villes situées à l'est d'Alger, il régnait en effet un étrange climat délétère, voire malsain.

Abachi L.